

POPULATION & SOCIÉTÉS

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

Au Bangladesh, une transition inespérée

Depuis la partition du Pakistan en 1971, le Bangladesh, petit pays de 144 000 km², fait peu parler de lui, si ce n'est à l'occasion des calamités naturelles récurrentes qui le frappent. Pourtant, ses 129 millions d'habitants le placent, en 2000, au 8^e rang mondial pour sa population. Ses quelque 890 habitants par kilomètre carré font de lui le pays le plus densément peuplé de la planète, trois fois plus dense que l'Inde, sept fois plus que la Chine, autant que Java, la plus saturée des îles indonésiennes, ou que l'Égypte, dans sa partie non désertique.

À son indépendance, le Bangladesh comptait 69 millions d'habitants, presque deux fois moins qu'aujourd'hui. Cela représente une croissance de +2,2% par an en moyenne au cours des trente dernières années, et plus qu'un quadruplement (x4,4) au cours du xx^e siècle. Malgré la baisse de la fécondité amorcée dans la décennie 1970, sa structure par âge très jeune le voue à une croissance potentielle considérable. Dans l'hypothèse où la fécondité continuerait de décroître jusqu'à tomber d'ici quinze ans à 2,1 enfants par femme, le Bangladesh aura tout de même augmenté, en 2020, de plus de 40 millions d'habitants, et aura alors gagné une place au classement des pays les plus peuplés (1).

Le Bengale, dont la partie orientale constitue l'actuel Bangladesh, fut un creuset de civilisations : Dravidiens, Aryens, peuples du Myanmar et de l'Himalaya, en constituèrent le peuplement originel. À l'avènement du pouvoir moghol, au xvi^e siècle, d'autres peuples, provenant de l'ensemble du monde musulman, vinrent s'y établir. Aujourd'hui, toutefois, la distinction est surtout religieuse : aux côtés des musulmans, largement majoritaires (87%) – faisant du Bangladesh l'un des plus grands pays d'islam, avec 110 millions d'adeptes – on trouve des hindouistes (12%) et une communauté très restreinte de bouddhistes (0,6%) et de chrétiens (0,3%). Mais le pays se signale aussi par sa situation économique : un habitant



sur deux (48%) vit en dessous du seuil de pauvreté défini par les autorités bangladaises ; le PIB par habitant (2) est de 40% inférieur à celui de l'Inde, de 30% à celui du Pakistan.

◆ Les paradoxes de la baisse de la fécondité

La transition de la fécondité au Bangladesh, des plus atypiques compte tenu du contexte – pauvreté et islam

(2) Le PIB réel par habitant exprimé aux prix et parités de pouvoir d'achat était de 1050 dollars US au Bangladesh en 1997, contre 1670 en Inde et 1560 au Pakistan (Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 1999).

(1) Selon la variante moyenne des Nations unies [9].

Tableau 1. Indice synthétique de fécondité, 1971-1996.

ISF	Bangladesh	Milieu urbain	Milieu rural
1971-75	6,34	n.d.	n.d.
1980	4,99	n.d.	n.d.
1985	4,71	3,52	4,91
1990	4,33	2,95	4,57
1994-96	3,30	n.d.	n.d.

Sources : [7], 1992 (pour 1971-1990) ; BDHS, 1997 (pour 1994-96), in [5].

ont été longtemps associés à une fécondité élevée – a suscité le plus vif intérêt des démographes. Parmi les pays classés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans la catégorie à « faible développement humain », il est le seul dont la fécondité est en deçà de 4,5, avec 3,3 enfants par femme seulement en 1994-96 (contre encore 6,3 en 1971-75). En outre, aucun autre pays n'a atteint un tel niveau de fécondité avec des conditions de mortalité encore si défavorables. L'espérance de vie à la naissance y reste parmi les plus faibles du monde : 58,1 ans en 1997, et augmente lentement – de trois ans à peine par rapport à 1985 – en partie à cause d'une mortalité infantile qui sévit encore lourdement : 82‰ en 1999.

◆ Scolarisation et activité des femmes

Cette baisse de la fécondité est d'autant plus surprenante que l'âge moyen des femmes au premier mariage n'a augmenté que de 1,5 an au cours de la phase de transition et reste très précoce : de 16,6 ans en 1974, il est passé à 18,1 ans en 1991. De plus, de fortes inégalités entre sexes, qui auraient pu aussi alimenter une fécondité élevée, persistent. L'écart d'âge moyen entre les conjoints est encore supérieur à sept ans (l'âge moyen des hommes au premier mariage était de 25,2 ans en 1991). L'espérance de vie des femmes à la naissance est inférieure d'un an à celle des hommes, phénomène presque unique au monde qui témoigne des conditions de vie extrêmement difficiles pour les femmes adultes, d'autant que la surmortalité féminine est absente chez les enfants. Enfin, les taux d'alphabétisation sont deux fois plus faibles chez les femmes : 23,7% chez celles âgées de 15 ans ou plus en 1991, contre 45,2% chez les hommes. Tout concourt donc, *a priori*, à rendre surprenante la baisse de la fécondité au Bangladesh, surtout dans le monde rural, qui regroupe les quatre cinquièmes de la population et connaît des conditions de vie encore plus défavorables. Le caractère inopiné de cette baisse est plus évident encore eu égard à la situation de pays voisins : au Pakistan, en particulier, malgré un régime de mortalité plus favorable – l'espérance de vie à la naissance est de 6 ans plus élevée qu'au Bangladesh – la fécondité reste supérieure à 5 enfants par femme.

La clé de la baisse de la fécondité réside-t-elle dans la diffusion rapide de la contraception ? Certes, grâce aux efforts du gouvernement bangladaise, surtout à partir de 1973, et d'un soutien international, le recours à la contraception est devenu de plus en plus

fréquent – 49,2% des femmes d'âge fécond en 1996 contre 7,7% en 1975. Cette diffusion rapide de la contraception suggère que les couples ont éprouvé un réel désir de réduire leur descendance, d'autant que le programme mis en place n'avait rien de coercitif. L'une des preuves en est l'utilisation fréquente de moyens de contraception dont l'efficacité est très dépendante de la motivation personnelle, comme la pilule (20,8%) et les méthodes traditionnelles (7,7%), alors que les avortements sont nettement moins fréquents que dans les pays voisins à fécondité et prévalence contraceptive à peu près équivalents : 12 avortements pour 100 naissances au Bangladesh, contre 35 en Inde ou 42 aux Philippines [8].

Le développement de la contraception a aussi été la conséquence des profonds changements sociaux. Si le Bangladesh reste très démuné sur le plan social, économique et humain, il n'en demeure pas moins que d'importantes avancées ont marqué les dernières décennies. Entre 1976 et 1991, le nombre de filles scolarisées dans le primaire, parti de très bas, il est vrai, a par exemple augmenté de 90% (3), tandis que celui des garçons s'élevait de 37%; de 1976 à 1986, le nombre de villages raccordés au réseau électrique a été multiplié par quatre, le nombre de médecins par trois [3]. L'urbanisation – bien que d'un niveau encore parmi les plus bas du monde – aura aussi participé de cette évolution sociale, avec un taux qui aura plus que triplé depuis 1965, passant de 6% alors à 21% aujourd'hui.

En outre, l'islam n'a fait obstacle ni à la baisse de la fécondité ni au travail des femmes : si le *purdah*, pratique qui confine traditionnellement les femmes à la sphère domestique, est largement appliqué dans le pays, il tend à l'être moins strictement dans les classes les plus pauvres, qui ne peuvent se priver de leur main-d'œuvre féminine [2]. Aussi les femmes, source de revenu précieuse pour le ménage, ont-elles un taux d'activité élevé : 63,4% de la population féminine âgée de 10 ans et plus travaillent ; plus de deux actifs sur cinq (42%) sont des femmes (Banque mondiale, 1998). L'industrie textile en particulier, secteur à très forte expansion au Bangladesh aujourd'hui, a une main d'œuvre majoritairement féminine.

◆ Les bidonvilles de Dhaka

Les villes du Bangladesh ne regroupent encore que le cinquième de ses habitants, mais pas moins de 30% d'entre eux sont concentrés dans sa seule capitale, Dhaka. Celle-ci comptait environ 400 000 habitants au moment de la Partition de l'Inde, en 1947. Un demi-siècle plus tard, elle en abrite 22 fois plus, 9 millions, et continue de croître au rythme de 5% par an. En proie à un exode rural massif, elle pourrait devenir, d'ici quinze ans, la cinquième mégapole mondiale, avec près de 20 millions d'habitants – alors qu'elle n'était encore qu'à la 28^e place en 1990 [10]. Mais Dhaka, au même titre que bon nombre d'autres grandes villes dans le monde en développement,

(3) En 1991, le taux d'alphabétisation des femmes était de 41,6% en milieu urbain et de 21,5% en milieu rural ; ceux des hommes étaient de 56,3% et 21,5% respectivement [1].

Tableau 2 - Quelques indicateurs socio-démographiques

En 1991	Bangladesh	Bidonvilles de Dhaka
Espérance de vie à la naissance		
Hommes	56,5	n.d.
Femmes	55,6	
Mortalité infantile (‰)		
Garçons	94	-
Filles	87	-
Ensemble	91	152-180 (1)
Proportions de jeunes (%)	43,6 (0-14 ans)	42,0 (0-12 ans)
Illettrés (15 ans+) (en %)		
Hommes	55	63
Femmes	76	80
Revenu mensuel moyen des ménages urbains (en taka)	4 230 (en 1988-89)	2 760 (en 1991)

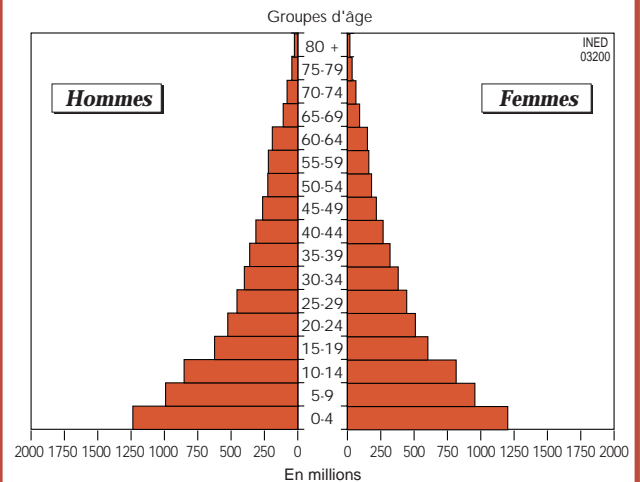
Sources : • 1ère colonne : Bangladesh Bureau of Statistics, 1991, & Recensement de 1991 • 2ème colonne : [4].

(1) Fourchette de valeurs estimée pour 1987. À cette même date, le taux de mortalité infantile à l'échelle nationale était de 97‰ en milieu urbain et de 114‰ en milieu rural (source: [1]).

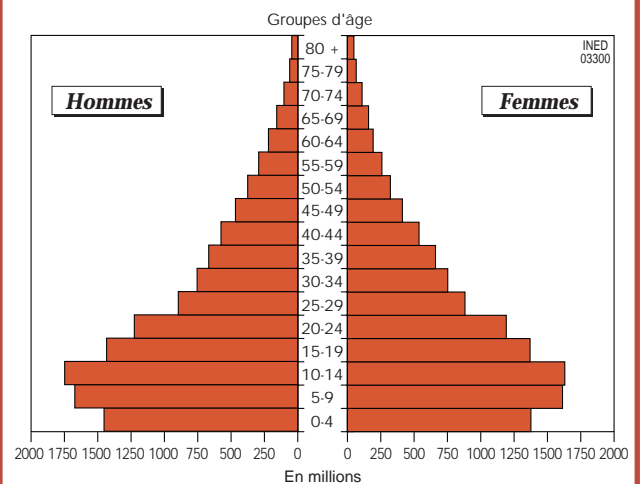
n'est pas en mesure de faire face à sa croissance démographique. Aussi, outre le sentiment de saturation qu'elle inspire, y rencontre-t-on une précarité et une pauvreté immenses: Dhaka n'a pas échappé à la ghettoïsation. En 1991, la population des quelque 2 000 bidonvilles répertoriés a été estimée, par l'enquête de l'ICDDR [4], à un million. Plus d'un habitant de la capitale sur dix vit dans des conditions d'insalubrité et de précarité extrêmes: la densité de population y dépasse les 60 000 habitants par km², entassés à raison d'au moins 3 adultes par pièce et généralement privés des infrastructures de base (approvisionnement en eau, évacuation des eaux usées, ramassage des ordures ménagères, latrines... 26 % des personnes ont déclaré ne même pas avoir accès à ces dernières).

Largement alimentée par l'afflux de paysans pauvres désertant la terre, la population de ces bidonvilles a un niveau d'instruction bien en deçà de la moyenne nationale, avec 63 % des hommes chefs de ménages et 80 % des épouses qui sont illettrés (tableau 2). Leur travail y est généralement précaire: près de la moitié des actifs (47 %) sont payés à la journée. Le revenu moyen y est très faible: 2 760 taka par ménage et par mois (environ 350 francs), pour 5,2 personnes en moyenne, soit une fois et demie inférieur au revenu moyen de l'ensemble des ménages urbains (4 230 taka pour 5,6 personnes par ménage en moyenne en 1988-1989). Le travail des enfants (15 ans ou moins), des filles surtout, y est monnaie courante: ils procurent 5 % du revenu déclaré par les ménages, et 17 % de celui engendré par des femmes provient du labeur d'adolescentes. Cette activité répandue va évidemment à l'encontre de l'éducation des enfants, puisque parmi les garçons âgés de 6 à 12 ans, 39 % seulement étaient scolarisés au moment de l'enquête, et 15 % travaillaient, contre 33 % et 11 % respectivement pour les filles [4].

Pyramide des âges, 1970



Pyramide des âges, 1995



◆ Un pays aux mille fardeaux

La transition de la fécondité aura été, pour le Bangladesh peut-être plus encore que pour tout autre pays au monde, fort opportune. Les 40 millions d'habitants supplémentaires escomptés dans 20 ans, feront qu'il aura quelque 300 habitants par kilomètre carré de plus qu'aujourd'hui, si toutefois ses frontières naturelles se maintiennent. En effet, ce pays, dominé à 90 % par des plaines alluviales dont l'altitude n'excède jamais les dix mètres, est d'une grande vulnérabilité aux éléments naturels: il figure parmi les dix pays les plus exposés à la menace d'une élévation du niveau de la mer que provoquerait le réchauffement de la planète. Les prévisions actuelles indiquent qu'une élévation d'un mètre – qui pourrait s'opérer d'ici cent ans – dans le golfe du Bengale, entraînerait l'immersion d'au moins 10 % de la surface du Bangladesh. Le pays bénéficie déjà de l'aide technique des Pays-Bas pour tenter de lutter contre la montée des eaux, mais aura-t-il les moyens de développer et mettre en œuvre les techniques appropriées ? En outre, en proie aux calamités naturelles

récurrentes – 500 000 personnes ont péri dans le cyclone de 1970, 150 000 dans le typhon de 1991 –, ce pays aux 700 rivières, longues au total de plus de 22 000 kilomètres, est chaque année exposé à de violentes inondations, occasionnées par une pluviométrie exceptionnelle qui se concentre à 75 % entre les mois de juin et septembre.

Difficile, donc, dans un tel contexte, d'améliorer les conditions de vie de la population : la production agricole *per capita* stagne, +0,4 % par an entre 1972 et 1990 [7]; le PIB réel par habitant augmente peu : +0,9 % par an entre 1960 et 1995 [6]. Aussi la malnutrition sévit-elle encore lourdement (2,2 % des décès en 1991) et les conditions sanitaires restent-elles précaires : les grandes maladies épidémiques, comme la rougeole, la fièvre typhoïde, la grippe, la dysenterie, la tuberculose, étaient encore responsables, en 1991, de presque 30 % des décès (Bangladesh Bureau of Statistics, 1992). En outre, les aides financières internationales s'amenuisent. L'aide alimentaire, notamment, ne représente plus, en valeur absolue, que le tiers de celle que le pays recevait il y a vingt ans.

En termes de niveau de développement humain, tel que défini par le PNUD, le Bangladesh régresse au classement mondial, puisqu'il est passé du 136^e au 150^e rang entre 1991 et 1997. Bien que toujours très en marge du développement social et économique mondial, il est malgré tout à l'avant-garde du monde en développement pour sa faible fécondité, un atout majeur pour le soulagement futur de la pauvreté.

Isabelle ATTANÉ

RÉFÉRENCES

- [1] ADNAN Shapan (1997), « Baisse de la fécondité en situation de pauvreté absolue : aspects paradoxaux du changement démographique au Bangladesh », in CHESNAIS J.-C., CHASTELAND J.-C., *La population du monde, enjeux et problèmes*, INED-PUF, 630 p.
- [2] AMINS *et al.* (1996), « Contraception and religious practice in Bangladesh », Working paper, *Population Council*, n° 83.
- [3] CALDWELL J., KHUDA B. *et al.* (1999), « The Bangladesh fertility decline: An interpretation », *Population and Development Review*, 25. 1, 67-84.
- [4] DESMET M., BASHIR I., SOHEL N. (1998), *Demographic, socio-cultural and economic profile of Slum Residents in Dhaka-City, Bangladesh*, Centre for Health and Population research, ICDDR, B, Working paper n°3-98, 76 p.
- [5] KHUDA B., ROY N., RAHMAN D. (2000), « Family planning and fertility in Bangladesh: evidence from the 1993-94 and 1996-97 Bangladesh Demographic and health Surveys », *IUSSP Committee on fertility and family planning, Seminar on Family planning programmes in the 21st century*, 17-20 January 2000.
- [6] *Rapport mondial sur le développement humain*, Programme des Nations unies pour le développement, années diverses.
- [7] *Statistical Yearbook of Bangladesh, 1992*, Bangladesh Bureau of Statistics, 1993.
- [8] ROSS J., STOVER J., WILLARD A. (1999), *PROFILES FOR FAMILY PLANNING AND REPRODUCTIVE HEALTH PROGRAMMES*, The Futures Group International, 87 p.
- [9] United Nations, *World Population Prospects, The 1998 Revision*, Nations unies, 1998.
- [10] United Nations, *World urbanization prospects : the 1996 revision*, Nations unies, 1996.

Recherche

La fin du Population Index

Une institution centrale de la recherche démographique mondiale vient de disparaître sans bruit : la célèbre revue trimestrielle *Population index*, créée à l'Université de Princeton en 1935, a annoncé que son 66^e volume, celui de 1999, serait le dernier. *Population Index* faisait la recension exhaustive des ouvrages démographiques et études de population du monde entier et en dressait des index cumulatifs particulièrement efficaces,

par thème, par auteur, par zone géographique. Depuis plusieurs années, la publication était complétée par un site web, popindex.princeton.edu, sur lequel sont et restent consultables 46 000 références de publications parues entre 1986 et 1999.

Les démographes, notamment ceux des pays en développement, perdent un instrument de travail fondamental qu'Internet aurait pu sans doute compléter mais ne remplacera pas avant longtemps.

Il est tout à fait regrettable que cette décision, prise pour des raisons

financières, n'ait pas été précédée de consultations internationales.

De riches fondations, organisations ou entreprises financent les travaux documentaires pour l'économie et la finance d'une part, pour la biologie et la médecine d'autre part. On a peine à croire, vu la modicité relative du budget de la petite équipe d'éditeurs qu'animait jusqu'à sa retraite Richard Hankinson, qu'une solution moins radicale n'ait pas été accessible avec un peu d'imagination et de bonne volonté.

ML

La démographie au seuil de l'an 2000, enquête par questionnaire

Afin de dresser un bilan des représentations de la démographie à la fin du xx^e siècle et d'essayer d'explorer son évolution future, un groupe de travail indépendant de démographes, originaires de Belgique, Canada, France, Italie, Royaume-Uni, Russie organise une enquête internationale sur la discipline démographique, à laquelle il est possible de répondre

par poste ou par Internet.

Cette enquête s'adresse aux chercheurs et spécialistes impliqués à un titre ou à un autre dans la démographie ou les études de population, aux adhérents à une association de démographes et plus généralement à tous ceux qui travaillent dans le cadre d'un projet ou d'un organisme démographique.

Le questionnaire porte sur les itinéraires professionnels des démographes, sur les liens de la démographie avec les autres disciplines, sur son évolution par rapport à celle de la

société, sur l'évolution future de la discipline.

Pour se procurer le questionnaire qui existe en quatre langues (anglais, français, espagnol et russe) et pour toute information complémentaire, on peut consulter le site

<http://census.ined.fr/Demography2000>

ou s'adresser à
M. Jean-Claude Chasteland
INED - 133, boulevard Davout
75980 Paris Cedex 20, France
Télécopie : 33 (0)1 56 06 21 92
Courrier électronique : chastel@ined.fr